

Service Prévention des Risques et Industries Extractives  
Rue du vieux port  
CS 76003  
97306 CAYENNE

CAYENNE, le 09/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Garage Mad Max**

225 LOT ZEPHIR 97300 CAYENNE  
97300 Cayenne

Références : DGTM/DATTE/PRIE/RC/YP/2023/58  
Code AIOT : 0100012383

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2023 dans l'établissement Garage Mad Max implanté 50 rue Martin Luther King 97300 CAYENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par courriel du 2 janvier 2023, l'inspection des installations classées a reçu un signalement concernant une atteinte à la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement suite aux pratiques d'un garage situé sur la parcelle BL 0526 et BL 0527 sise rue Martin Luther King à Cayenne.

Aussi, cette visite a été effectuée de façon inopinée. Elle avait pour objet la vérification du respect de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment en ce qui concerne l'entreposage, la dépollution, le démontage ou découpage des véhicules hors d'usage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Garage Mad Max
- 50 rue Martin Luther King 97300 CAYENNE
- Code AIOT : 0100012383
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de l'exploitation est l'entretien et la réparation de véhicules légers.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection a constaté la présence d'une vingtaine de véhicules légers hors d'usage.

Aussi, les VHU sont stockés sur un sol non imperméabilisé, sur l'ensemble du site. Il convient de rappeler que les véhicules hors d'usage ainsi stockés sont susceptibles de constituer des gîtes de développement larvaire pour les moustiques et de générer des pollutions des sols.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Autorisation d'exploiter une ICPE au titre de la rubrique 2712	Code de l'environnement du 07/10/2020, article L512-7, L511-2, R511-9	/	Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registre déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article 541-43	/	Sans objet
3	Entreposage des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La surface occupée par les véhicules hors d'usage est supérieure au seuil d'enregistrement de 100 m<sup>2</sup> mentionnés à la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette installation, qui est donc soumise à une procédure d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est exploitée sans l'autorisation simplifiée dénommée enregistrement prévue à l'article L.512-7 du code de l'environnement et dans des conditions non conformes à la réglementation.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Autorisation d'exploiter une ICPE au titre de la rubrique 2712**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/10/2020, article L512-7, L511-2, R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article L512-7: Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Article L511-2: Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p> <p>Annexe (4) à l'article R511-9: <b>A-NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES</b> 2712 Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m2..... E</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le garage Mad Max entrepose sur les parcelles BL 034, BL 0527 et BL 0526 une vingtaine de VHU. Cette installation qui est donc soumise à une procédure d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est exploitée sans l'autorisation simplifiée dénommée enregistrement prévue à l'article R.512-7 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

**N° 2 : Registre déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article 541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I- Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, aucun registre des déchets entrants et sortants n'a été présenté. L'exploitant a déclaré que les huiles et batteries n'étaient pas évacuées par des entreprises agréées. Aussi, l'exploitant précise qu'une partie des huiles est distribuée à des particuliers pour utilisations diverses.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 3 : Entreposage des VHU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollutions des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Caractéristique des sols. Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
<b>Constats :</b> Il a été constaté sur le site que le garage Mad Max entrepose des VHU non dépollués sur un sol non imperméabilisé, plusieurs zones d'entreposage de VHU sont exemptes de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet